



Magnum - Riboud

ENTRE BREIZ ET LA FRANCE

Le texte qui suit se veut une contribution à un débat ouvert au sein du mouvement révolutionnaire, et qui se poursuit au milieu d'une grande confusion. Non seulement nous n'entendons pas conclure, mais s'agissant aussi bien de l'Occitanie ou du Pays Basque que de la Bretagne, nous souhaitons que la discussion s'élargisse et s'affermisse.

Quelles sont, en Bretagne,

puisque'il s'agit ici de la Bretagne, les priorités de l'action politique ? Les paysans travailleurs par exemple, et il s'agit bien d'eux au premier chef, n'ont-ils pas actuellement le sentiment d'appartenir à une classe avant d'appartenir à un peuple ? N'ont-ils pas noué, dans la lutte, des liens plus solides avec les paysans travailleurs du Nord et des Vosges, par exemple, qu'avec ceux d'Occitanie ou du Pays

Basque ? Et l'unité bretonne n'est-elle pas tout autant un « mythe » que l'unité française ?

Enfin, comment se fait-il que la revendication d'une « renaissance nationale » bretonne ait d'abord été affirmée par des forces essentiellement conservatrices (survivants de la noblesse traditionnelle, petite bourgeoisie et Eglise) ? Autant de questions, parmi d'autres, qu'il faut affronter.

Nous sommes tous condamnés au dédoublement. Tous. D'abord nous avons cette malchance d'écrire dans la langue française. Nous avons cette tare de ne point connaître la langue de notre personnalité. Ensuite, nous vivons de la France qui fut, paraît-il, notre mère ! »

Ce n'est pas un arabe qui parle, ni un noir, ni un Indochinois. C'est un Breton (Xavier Grall, « Mémoires de ronces et de galets », Sav Breiz n° 3). Et cette voix n'est pas isolée, ce ton n'est pas unique. De partout jaillissent aujourd'hui des revendications semblables.

Une langue colonisée ?

Le fait de poser le débat au niveau culturel peut d'abord faire sourire : « encore des intellectuels ». Il y a pourtant, à ce premier niveau, des faits importants. La situation des

langues de l'hexagone autres que le français (breton, occitan, basque, etc.) est curieusement comparable à celle des langues des anciennes colonies. La France a eu la même politique linguistique face à l'arabe, au bambara, au oulof, etc., que face au breton ou à l'occitan : refus d'enseigner ces langues, refus de les considérer comme des langues « normales », « à part entière », tentative de les faire disparaître. Qu'on en juge.

Le 21 novembre 1846, le préfet des Côtes-du-Nord donne ses instructions à l'évêque de Saint-Brieuc : « C'est en breton qu'on enseigne généralement le catéchisme et les prières. C'est un mal. Nos écoles dans la Basse-Bretagne ont particulièrement pour objet de substituer la langue française au breton. » Et en 1889, un inspecteur général de l'enseignement primaire, I. Carré, écrit encore plus nettement : « Est-il nécessaire

que tous les petits Français (même les Bretons, les Flamands, les Basques, les Arabes, etc.) comprennent et sachent parler le français ? Oui. »

Il est clair que, par le biais de l'école, la France de Paris voulait ainsi faire disparaître des langues qui venaient contester le mythe de l'unité française. Et il est particulièrement significatif que, dans le second texte cité ci-dessus, les enfants arabes et les enfants bretons soient considérés de la même façon comme des « petits Français ». Car la pénétration de la Bretagne s'est opérée, avec quelques siècles d'avance, de la même façon que la pénétration de l'Afrique du Nord ou de l'Afrique Noire. Même scénario : les prêtres (ou les missionnaires), l'armée (et le vol des terres), les traités non respectés.

L'assimilation aussi se déroule selon le même processus ici et là : les élites, la bour-

geolsie, sont très vite bilingues et préfèrent ensuite la langue du colonisateur (pour des raisons politiques et économiques évidentes) à celle de leur peuple qui, lui, reste monolingue. Cette collaboration dont l'aspect linguistique n'est qu'un reflet, nous la trouvons aussi bien en Bretagne au XV^e siècle qu'en Angleterre au XII^e (où la noblesse parle français) ou en Algérie au XX^e. Et, pour ce qui est de la Bretagne, cette politique a porté ses fruits : on ne saurait contester que, depuis deux siècles, le breton a régressé. Mais voilà que depuis quelques années les cours de breton fleurissent, voilà que la jeunesse se met à apprendre « sa » langue. Et le succès des chanteurs utilisant le breton est également un signe de ce renouveau : un peuple revendique le droit à la parole, à sa parole.

Par delà ces similitudes historiques, les rapports linguistiques entre langue dominante et langue dominée sont les mêmes en Bretagne et dans les anciennes colonies. Prenons l'exemple des emprunts : il y a, en français, une quinzaine de

mots bretons. Mais, sur les seules lettres A, B, C du dictionnaire français-breton de Ro-parz Hemon (éditions Al Liamm, Brest, 1965), j'ai compté 160 mots français dont la moitié concernent la religion, l'armée, l'administration. Il en va de même partout ailleurs. Le bambara par exemple (langue parlée au Mali) emprunte à l'arabe, aux alentours du XIII^e siècle, des mots concernant presque uniquement la religion ; il emprunte au français, plus tard, des mots concernant en particulier l'armée et l'administration. Et, bien entendu, il n'y a de mots bambaras ni en français ni en arabe.

Or ces emprunts sont le témoin des rapports de force entre les communautés, et il nous faut bien conclure que les rapports franco-bretons se développent sous le signe de la colonisation. On voit donc que les problèmes culturels (dont la langue n'est qu'une partie) ne sont pas inintéressants. Les superstructures témoignent des infrastructures qui leur ont donné naissance et la langue, en particulier, témoigne de l'organisation sociale. Mais ce té-

moignage est encore plus net lorsqu'il s'agit de rapports entre deux langues. Et si le statut du breton face au français est plus proche de celui du bambara que de celui de l'anglais, c'est bien que la Bretagne est, face à la France, dans la situation du Mali colonial plutôt que dans celle de l'Angleterre ou des U.S.A. (cette situation n'implique bien sûr pas que la revendication linguistique soit progressiste : l'Eglise a longtemps été à la « pointe » de ce « combat »).

Un pays colonisé ?

Langue colonisée, donc, le breton est surtout la langue d'une région dont on peut alors se demander si elle n'est pas, elle aussi, colonisée.

L'union nationale est un mythe éculé qui a bien souvent servi les intérêts du pouvoir (en 1914 par exemple) mais qui, au bout du compte, n'est que le masque de la rationalité du capitalisme actuel. Il y a, dans l'hexagone, des contradictions économiques importantes, un équilibre difficile à établir et à maintenir. Cet équilibre joue sur un fait : la région parisienne est le plus grand centre industriel français, mais un centre qui n'est pas justifié par les matières premières qu'on y trouverait (comme le Nord ou la Ruhr). C'est un centre artificiel, un siphon amorcé qui aspire vers Paris une main-d'œuvre importante, de plus en plus importante, dont le nombre vient ensuite justifier l'existence du centre industriel qui grossit à son tour... Cette main-d'œuvre, on le sait, vient des anciennes colonies, des pays « pauvres » (Portugal, Espagne, etc.) et des régions françaises défavorisées. On parle dans un cas de travailleurs émigrés, dans l'autre de travailleurs français migrants. Les Bretons commencent à penser qu'il n'y a pas de différence.

Ainsi les 36.180 travailleurs bretons qui, entre 1962 et 1968, sont venus s'installer autour de Paris sont autant d'émigrés qui ont quitté leur terre, leurs habitudes, parfois leur famille. Face à la concentration parisienne, on ne crée que peu d'industries en Bretagne. La bourgeoisie locale tire profit de la situation, le peuple en subit les conséquences, ce qui est encore une caractéristique coloniale. Peu d'industries, donc une classe ouvrière restreinte, et c'est en effet la paysannerie qui domine en Bretagne, et qui domine aussi dans le combat politique. Les « migrants » eux sont employés dans la région parisienne à des travaux durs et mal payés tandis qu'on crée surtout des emplois de cadres



Magnum - H. Cartier - Bresson

chez eux. La Bretagne consomme ce qui se fabrique ailleurs, les bras bretons travaillent à la machine du pouvoir capitaliste et impérialiste. De la même façon que leurs camarades portugais ou africains.

Cette migration n'est pas nouvelle : il y a longtemps que cette région est réduite par la politique du pouvoir au statut de région sous-développée, sans infrastructure suffisante pour assurer la survie de la population. Il y a longtemps que la Bretagne est devenue un réservoir de main-d'œuvre bon marché. Voici cinquante ans on partait aux États-Unis ou au Canada. Aujourd'hui on va à Paris, dans le Nord, en Lorraine... L'alternative à cette sous-prolétarisation n'est guère plus séduisante : la police. De nombreux Bretons, en effet, trouvent un salaire assuré, un niveau de vie minimum garanti en s'engageant dans les forces de répression du pouvoir qui a fait leur situation de sous-développés. Ce sont les tirailleurs sénégalais de cette colonie intérieure dont Pleven est le Léopold Senghor.

L'usine parisienne ou la police, donc. La situation de l'agriculture est en effet de plus en plus précaire. Il faut, pour faire face à la concurrence, moderniser, et la modernisation coûte cher tout en n'étant nullement gage de succès. De plus en plus on abandonne la culture proprement dite (l'artichaut, le chou-fleur, la pomme de terre, dont la surproduction cyclique entraîne des faillites) pour l'élevage : on vivra du lait ou du cochon. Le paysan fait ainsi du chou et du maïs pour nourrir ses bestiaux, il vend son lait à une coopérative qui lui prend aussi ses porcelets. Mais le cochon n'est pas la panacée : il est tout aussi sujet aux fluctuations que le chou-fleur. Même aventure avec le poulet qu'essalaient certains paysans.

De tout cela, l'opinion fran-

l'histoire à l'envers

L'histoire de France telle qu'on nous l'enseigne présente l'unification de la France comme un harmonieux mouvement résultant de la volonté générale de s'unir. En fait, c'est à peu près le contraire qui s'est chaque fois produit.

Depuis qu'au V^e siècle ils sont revenus de Grande-Bretagne, les Bretons ont cimenté leur unité dans la lutte contre les Francs, et leurs grands chefs (Nominoé et Alain Barbe-Torte par exemple) durent assurer l'indépendance de la Bretagne face aux visées annexionnistes des Normands, des Français et parfois des Anglais. En fait, c'est par l'église que la France essaie tout d'abord de s'introduire en Bretagne : l'évêché de Bretagne est placé sous la dépendance de Tours malgré les réclamations successives des Bretons qui voulaient faire de Dol leur évêché. Et lorsque en 1078 le pape Grégoire VII accorde à Dol-de-Bretagne le statut d'archevêché, les plantagenêts s'empresseront bien vite de remettre la Bretagne sous la coupe de Tours.

Le sort de la Bretagne va finalement se jouer lors d'une querre civilo-impérialiste : Charles de Blois, soutenu par la France et représentant les grands vassaux et les prélats d'obédience française, Jean de Montfort représentant la petite noblesse et la population bretonnante et soutenu par l'Angleterre en sont les chefs apparents. Ce sont en fait

leurs femmes, Jeanne de Flandres et Jeanne de Penthièvre, qui dirigent les opérations, d'où le nom de « querre des deux Jeannes ». Le conflit se termine par la victoire de l'impérialisme français, grâce en particulier à Bertrand Du Guesclin. Mais l'histoire officielle le présente comme le symbole de la volonté bretonne de se joindre à la France, alors qu'on le considère en Bretagne comme un traître. Ici encore on réécrit l'histoire, comme on la réécrit constamment à propos de la colonisation. Détail savoureux, les manuels d'histoire se gardent bien en général de signaler que Du Guesclin a subi une cuisante défaite devant Jean De Montfort (bataille d'Auray, 29 septembre 1364).

La Bretagne est donc vaincue. Ses ducs successifs réussissent un temps à sauvegarder un semblant d'indépendance. Ce sera en particulier le cas de la Duchesse Anne. Mais, après sa mort, François I^{er} imposera à la Bretagne l'acte d'union (1532) qui garantissait théoriquement au duché de Bretagne un certain nombre de droits et de privilèges spéciaux qui ne seront jamais respectés.

De cela non plus on ne trouve pas trace dans les manuels d'histoire. De Rennes à Tananarive en passant par Bizerte et Sétif, on écrit souvent l'histoire à l'envers : comme on aurait aimé qu'elle soit.

L.I.C. ■



exemple de la situation citadine. L'aide de l'Etat et les investissements du capital allant à d'autres régions (Le Havre par exemple), les usines nantaises posent problème au patronat : fermer les portes ou payer la main-d'œuvre moins cher ? C'est la seconde solution qui est par exemple retenue à l'usine Creusot-Loire (Batignolles). Et l'on sait la combattivité des camarades des Batignolles, leur rôle de pointe en mai 1968, leur grève récente. Fait notable, ces grèves sont soutenues par les paysans qui, brisant le système de la distribution, fournissent leurs produits à bas prix aux grévistes. Cette liaison ouvriers-paysans, unique en France jusqu'à plus ample informé, est peut-être la preuve que quel-



Un ministre en visite...

que chose est en train de se passer sur le terrain : le front ainsi réalisé, front de classe bien sûr, apparaît en même temps comme un front breton, dirigé contre le capitalisme dont la tête est parisienne, dirigé aussi contre les bureaucraties syndicales, tout aussi parisiennes, contre la couche des notables bretons (gérants de coopératives, directeurs des caisses de Crédit agricole...) aux ordres de Paris.

Région ou nation ?

Mais avant de parler des luttes, il nous faut parler de leur théorie. Depuis 1919, date de parution du journal **Breiz Atao** (Bretagne toujours qui donnera naissance en 1930 au Parti national breton, on entend beaucoup parler, dans certains milieux, de la nation bretonne. Les militants bretons révolutionnaires essaient de poser ce problème en termes marxistes. Certains ont un peu vite théo-

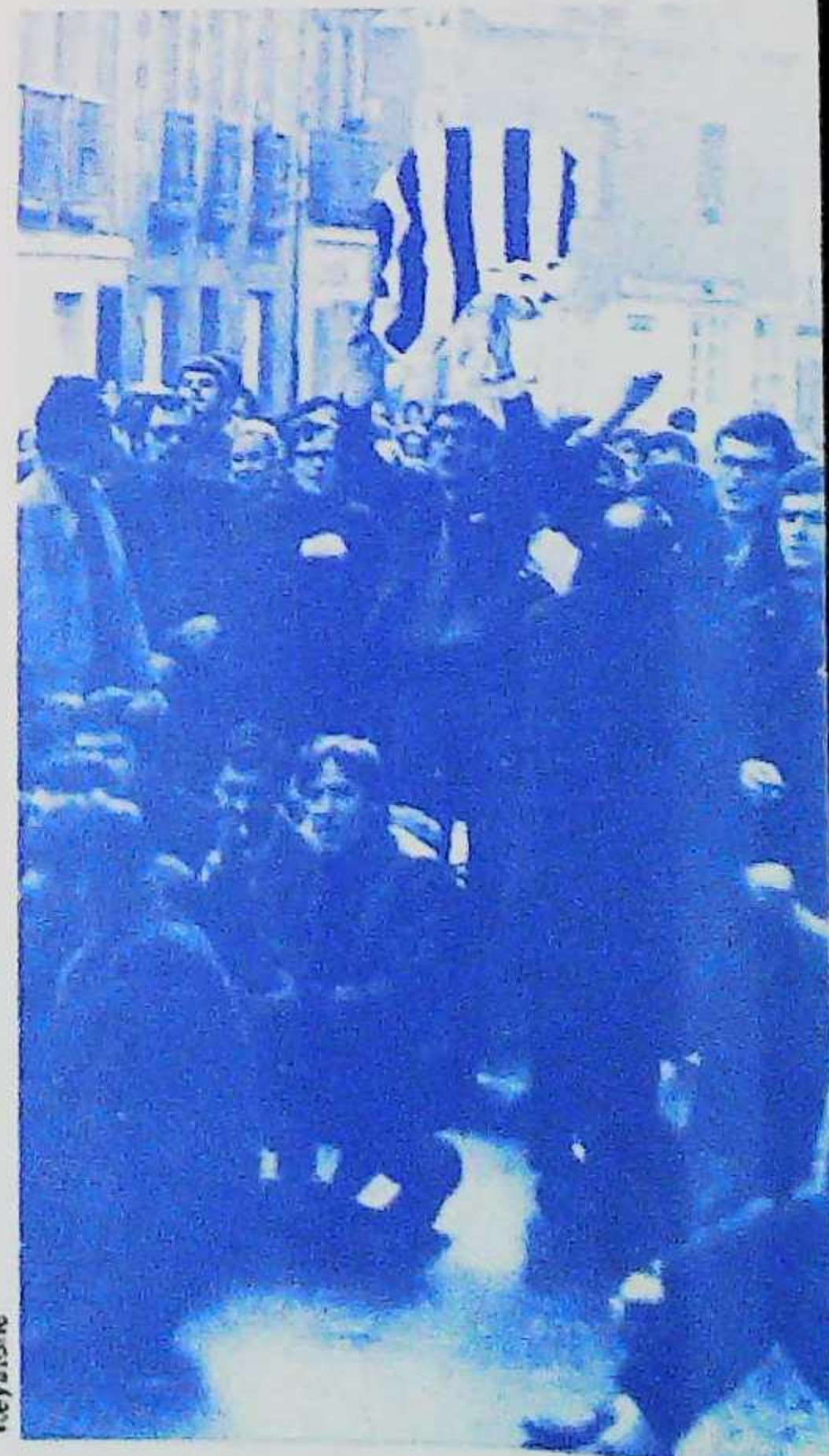
risé les écrits épars de Marx sur l'Irlande pour conclure que Marx serait aujourd'hui partisan de l'indépendance de la Bretagne. D'autres mènent une analyse critique des thèses de Staline sur la nation (**le marxisme et la question nationale**) ou de celles de Robert Lafont. Mais ce qui importe surtout ici, c'est le couple **région-nation** dans son opposition. En effet les luttes des colonisés de l'hexagone sont très certainement à la source de la réplique gaulienne : la régionalisation, poudre aux yeux lancée par le pouvoir gêné des revendications locales. Ce n'est pas tout à fait un hasard si De Gaulle, lors de son dernier voyage en Bretagne, a ressenti le besoin d'ajouter à son discours quelques mots de breton, comme il y ajouta quelques mots d'allemand à Bonn, quelques mots d'espagnol à Mexico, etc. C'était déjà reconnaître, à son corps défendant, un certain statut à la Bretagne. Quoi qu'il en soit, la notion de « région » successivement assumée par Pompidou, Servan-Schreiber, Marchais, etc., est la bête noire des militants du Parti communiste breton par exemple aux yeux de qui seule la position du PSU trouve, dans une certaine mesure, grâce : « Il est vrai que ce texte est encore vague, qu'il a été adopté à toute vitesse, sans discussion et entre deux virages idéologiques, mais il marque un pas important » écrit **Bretagne Révolutionnaire** à propos du Congrès de Lille. C'est que le PSU est le seul parti de l'hexagone, le seul parti parisien, à poser les problèmes en termes de colonisation intérieure. Pour les autres, la seule possibilité est de déléguer certains pouvoirs aux « régions ». Il y a là, en particulier pour le PCF, un remarquable aveuglement. Jacobins par tradition (c'est là un de leurs héritages de la révolution bourgeoise de 1789), les communistes ont tendance à prendre l'Etat tel qu'il est, se donnant pour tâche de l'améliorer plutôt que de le détruire (ce qui est, ou devrait être, la tâche des révolutionnaires). Or les luttes des minorités pour leur autonomie ou leur indépendance contestent le pouvoir de l'Etat, et les mouvements révolutionnaires ont pour devoir de les prendre en charge. Le problème du concept de nation passe après cette vérité première que l'unité de la France, la centralisation, est à la fois un héritage de type colonial et un des fondements du pouvoir des monopoles. La lutte des Bretons est alors une lutte progressiste, même si certains imbéciles vont proclamant que toute lutte nationale est réactionnaire (et l'Algérie dans les

années 50 ? Et le Vietnam aujourd'hui ?).

Cela étant posé comme cadre, on peut bien sûr discuter. Emmanuel Terray proposait dans un récent débat d'appliquer les notions marxistes (d'ailleurs prises à Hegel) de classe en soi et de classe pour soi au problème de la nation. Il y aurait alors la **nation en soi**, définie par certains types de rapports, par une certaine colonisation mais aussi par une unité linguistique et culturelle plus ou moins resserrée, et la **nation pour soi**, nation comme force politique, se manifestant dans les luttes concrètes. On pourrait alors dire que, par rapport à ce processus de formation, la Bretagne en est au passage à la nation pour soi, c'est-à-dire à l'affirmation de son existence en tant qu'entité ayant des intérêts antagonistes avec la France. C'est là le point crucial, là où se séparent les révolutionnaires bretons et la majorité des partis français dits de gauche : pour les premiers, le problème de l'avenir avec ou sans la France n'est pas fondamental (on verra bien, disent-ils grosso modo), pour les autres la France est un ensemble qu'il serait sacrilège de vouloir démembrer.

Les luttes...

Or quelles sont les perspectives offertes aux militants bretons ? On peut dire qu'il y a deux voies possibles : un communisme français ou une Bre-



çaise n'est avertie qu'indirectement : depuis une dizaine d'années (« la révolte des tracteurs » à Morlaix), les paysans réagissent et cette réaction, irréfléchie d'abord puis politisée, sera le terrain de lutte privilégié de certains mouvements bretons. Nous y reviendrons plus loin. En même temps, des liens sont directement établis avec les paysans du Nord, des Vosges, de l'Aude... La Bretagne devient donc une sorte de désert encadré par un triangle de « comptoirs » coloniaux : Nantes, Brest, Rennes. Nantes, la ville bretonne la plus industrialisée, est un bon

les principaux mouvements bretons

Union Démocratique Bretonne (UDB).

Issue en 1964 d'une scission du MOB, c'est le mouvement le plus proche du PCF. Il a, en particulier, exclu ses « gauchistes » après 1968.

« Edite un journal : *Le peuple breton* (édition en breton : *pobl vreiz*), BP 713, Rennes.

Mouvement pour l'Organisation de la Bretagne (MOB)

Créé en 1957 sur des bases européennes et fédéralistes, il a été pendant près de dix ans le mouvement « de gauche » le plus important. A perdu, depuis, beaucoup de son influence au profit successivement de l'UDB et du PCB.

Front de Libération de la Bretagne (FLB)

Commence à faire parler de lui en 1967 par des attentats (en particulier en 1968 contre une caserne de CRS de Saint-Brieuc et tout récemment contre la sous-préfecture de Dinan). L'origine politique de ses membres est pour le moins trouble : pour partie anciens nazis. L'action du FLB a cependant très certainement hâté la prise de conscience de nombreux Bretons. Depuis un an, existence d'un nouveau FLB semble-t-il très différent de l'ancien.

Parti Communiste Breton (PCB) ou SKB (Strollad Komunour Breizh)

Créé en janvier 1971, il précise dans son manifeste : « Conformément aux prin-

cipes marxistes-léninistes, le parti communiste breton se propose :

— de travailler à l'union du peuple breton dans la lutte contre l'oppression du grand capital français et de mener une véritable bataille de classe ;

— de démontrer que la conscience de classe et la conscience nationale sont inséparables... »

Edite un mensuel, *Bretagne révolutionnaire*, 8, rue d'Argentré, Rennes.

Il faut ajouter à ces groupes politiques des mouvements culturels comme *Galv* (contrôlé par l'UDB) qui combat pour la restauration de la langue bretonne et *ar falz*, mouvement de culture populaire qui publie en particulier *Skol vreiz* (*l'école bretonne*). ■

tagne indépendante. Un communisme français dans la mesure où il respecterait les différentes minorités de l'hexagone, une Bretagne indépendante dans la mesure où la scission serait la seule façon d'imposer ce respect. Mais ces deux voies sont, pour l'instant, aussi mythiques l'une que l'autre. La première parce que les communistes sont, nous l'avons vu, résolument centralisateurs et n'imaginent pas autre chose que la conservation du statu quo actuel et que par ailleurs on voit mal à court terme les perspectives d'un « vrai » communisme ; la seconde parce que l'économie de type colonial de la Bretagne en fait une région dépendante de l'extérieur.

Cela étant, les militants bretons hésitent encore entre plusieurs modèles. La revendication purement culturelle, tout d'abord. Il est vrai qu'on vit, en France, sur une certaine idée de la bretonnerie : binlou, genêt, grand pardon... Et le refus de cette réification, le refus d'être considérés comme les indigènes d'un grand parc folklorique, est la position commune à tous les militants. Mais revendiquer l'enseignement du breton au lycée ou en faculté, revendiquer le droit à l'existence pour une langue, n'est-ce pas là une stratégie qui frise le réformisme ? En effet, les problèmes culturels sont certes, nous l'avons vu, des symptômes, mais ce n'est sûrement pas à leur niveau que doit opérer la « thérapeutique révolutionnaire ». Obtenir l'enseignement du breton ? La belle affaire ! Les langues locales

ont toujours été enseignées en Afrique anglophone, et cela n'a rien changé à la domination coloniale. Au contraire, ce type de revendication risque de conforter le statut de l'université française qui est elle-même le centre de diffusion de l'idéologie dominante. Et ce serait alors le contraire d'une démarche révolutionnaire. D'ailleurs, la revendication culturelle ou purement linguistique a souvent été, en Bretagne, le fait de mouvements réactionnaires, voire fascistes.

... et leurs significations

La problématique des révolutionnaires bretons, en particulier ceux du PCB, est tout autre. Les forces principales sur lesquelles ils peuvent compter sont la paysannerie et, dans une moindre mesure, la classe ouvrière (à Nantes en particulier). C'est donc de là que doit partir le combat, prenant racine dans la situation concrète que j'ai essayé de décrire plus haut. Ce combat, nous en avons des exemples tous les jours, qu'il soit dirigé contre l'exploitation en usine (Batignolles), contre les cumulards (par exemple la bataille pour les rives de l'Erdre) ou contre la condition faite au paysan. Mais ce qui importe surtout ici c'est la signification de ces luttes. Face au lâchage des organisations syndicales et politiques, elles ont tout d'abord un aspect « sauvage » : ainsi, aux Batignolles où la CGT est majori-

taire, c'est la base qui a obligé les permanents syndicaux à suivre le mouvement. Face au colonialisme intérieur, elles prennent un aspect nationaliste breton : de Saint-Malo à Nantes les militants se réclament autant de la révolution que de la Bretagne. Et face à la fonction économique de ces déserts que sont les colonies intérieures, elles prennent enfin un aspect anti-capitaliste. C'est là leur originalité : à la fois régionales et internationales, nationales et de classe, les luttes bretonnes posent le problème de la révolution en des termes peut-être pas très nouveaux mais en tout cas largement méconnus.

On a encore tendance, ici et là, à ne pas prendre ces mouvements au sérieux. C'est qu'ils gênent, comme nous gêne tout ce qui vient déranger nos habitudes et nos schémas. Il est vrai que le jacobinisme est fortement ancré dans la conscience des Français et que l'on a souvent du mal à se défaire de vieux schémas de raisonnement. Mais y a-t-il une différence de nature entre l'affirmation que la France s'étend « de Dunkerque à Tamanrasset » et celle selon laquelle elle s'étend de Strasbourg à Brest. Sans doute pas. Et les militants bretons (ainsi que d'autres dont nous parlerons dans de prochains dossiers : les Occitans, les Basques...) nous apportent une vision nouvelle de notre situation : le capitalisme c'est bien sûr le capital mais c'est aussi la capitale. ■

Louis-Jean Calvat ■



Quelques ouvrages

— Staline, *Le marxisme et la question nationale*.

— Morvan Lebesque, *Comment peut-on être Breton ?* éd. du Seuil.

— Robert Lafont, *La révolution régionaliste, décoloniser en France*, éd. Gallimard.

— Michel Philipponneau, *Debout Bretagne*, Presses Universitaires de Bretagne.

J'ai déjà signalé le numéro spécial de la revue *Que Faire* consacré au colonialisme intérieur (PH n° 11). On pourra aussi lire *Sav Breiz*, « cahiers du combat breton », BP 96, Quimper, cinq numéros parus. ■